

Retour vers le protectionnisme pour la plus grande opportunité industrielle de tous les temps

Après les Etats-Unis, la Communauté Européenne s'apprête à mettre en place des mesures massives de soutien aux entreprises actives dans la transition verte. Alors que les Américains ont une longue tradition de protectionnisme, ce n'est pas le cas de l'UE et des voix s'élèvent vigoureusement pour dénoncer des distorsions de concurrence entre les pays membres. Il n'en reste pas moins que les choses vont certainement aller très vite sous la pression de la France et de l'Allemagne. Nous sommes à l'aube d'une transformation industrielle majeure et les mastodontes que sont les USA et l'UE ne veulent pas la rater. Et la Suisse dans tout ça ?

J'ai eu l'occasion d'évoquer dans ces lignes l'Inflation Reduction Act (IRA), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 aux Etats-Unis, doté de 370 milliards de dollars afin de soutenir les secteurs de l'automobile électrique et des énergies renouvelables¹. J'avais souligné que cette mesure, bien qu'elle soit le fait des Démocrates, s'inscrit dans une longue tradition de protectionnisme américain.

Les USA ont identifié la transition industrielle vers des énergie propres comme étant une opportunité majeure et ils ne veulent pas la rater : l'IRA vise expressément à affirmer le leadership américain face à la menace existentielle de la crise climatique et à ce que les États-Unis (...) restent le leader mondial de la technologie, de la fabrication et de l'innovation en matière d'énergie propre². Il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'ils amendent ces mesures protectionnistes, ni même qu'ils les édulcorent pour leurs alliés européens.

Emmanuel Macron a bien essayé (sans y croire) de faire revenir Biden sur l'IRA lors de sa visite aux USA début décembre.

Il est revenu bredouille. Selon le commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton³, l'IRA est l'acte politique majeur de Joe Biden. Les Etats-Unis ne reviendront pas en arrière, même s'il s'agit d'une mesure totalement unilatérale qui fâche leurs alliés européens. Et, soit dit en passant, ils peuvent se permettre de financer massivement ce programme stratégique pour leur avenir industriel grâce à leur position de premier producteur de gaz et de pétrole au monde, ce qui est assez ironique.

L'Europe ne pouvait pas rester les bras croisés. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission Européenne, a annoncé dans son discours du 17 janvier 2023 à Davos que le Pacte Vert (Green Deal) européen comporterait un volet, baptisé le Net-Zero Industry Act⁴, qui constitue la réponse du berger à la bergère. L'Europe va à son tour emboucher la trompette du protectionnisme et subventionner les entreprises vertes sur son sol.

Cela ne semble pas avoir éveillé beaucoup d'intérêt de l'autre côté de l'Atlan-

tique. Macron avait réussi à faire un petit buzz au sujet de l'IRA lors de sa visite aux Etats-Unis, même si cela n'avait pas fait les grands titres, loin de là. À ma connaissance, les déclarations de Ursula von der Leyen sur le Net-Zero Industry Act n'ont éveillé aucun écho dans la presse américaine, qui ne voit certainement aucun danger ou qui ne prend pas vraiment l'UE au sérieux. Et pourtant...

Il est vrai que l'UE a un problème fondamental. Elle n'a pas vocation, structurellement, au protectionnisme. Ainsi, le financement du Net-Zero Industry Act européen devra se faire au niveau des Etats, et non de l'UE qui n'en a pas les moyens financiers et légaux. Les grands pays, au premier rang desquels l'Allemagne et la France, risquent fort de profiter pleinement de cette possibilité et de faire concurrence aux autres membres. Sous l'impulsion de la troisième Vice-Présidente de la Commission européenne responsable de la concurrence, la Danoise social-libérale Margrethe Vestager, six pays se sont d'ailleurs déjà fendus d'une déclaration commune pour stigmatiser cette distorsion de concurrence au sein de l'UE et faire part de leur inquiétude face aux effets négatifs, dont la fragmentation du marché unique, une course aux subventions dommageable et un affaiblissement du développement régional. Des garde-fous devront donc être mis en place. Il est notamment prévu de créer un fond souverain européen pour répartir équitablement la manne.

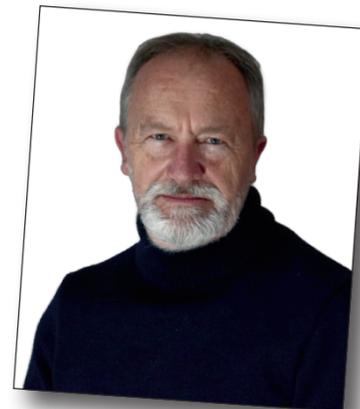
L'ensemble du projet est encore en phase consultative. Mais, notamment sous la pression de la France et de l'Allemagne, l'UE veut réagir vite pour éviter l'hémorragie des entreprises «vertes» en direction des USA. Et il y a fort à parier que tout sera prêt d'ici ce printemps, cela malgré les fortes réticences exprimées par Margrethe Vestager.

Bien. Mais qu'en est-il de la Suisse ? Comme l'UE, notre pays n'a aucune tradition protectionniste et nous avons fondé notre prospérité sur le libre-échange. Que faire dans ce contexte ? Comment nous assurer que notre pays ne rate pas la transition industrielle en cours tout en restant fidèle à notre doctrine économique ? Comment faire pour que nos entreprises actives dans ces secteurs ne finissent par s'établir dans les pays où elles pourraient profiter de subventions

massives ? Peut-on se permettre de laisser les marchés se réguler spontanément malgré le repli protectionniste des USA et de l'UE, doit-on proposer un plan similaire au Net-Zero Industry Act ?

La question doit être posée et débattue, tant au niveau cantonal que fédéral. Il y a urgence, car nous sommes à un tournant absolument stratégique de l'économie mondiale. Les prochaines décennies verront la plus grande transformation industrielle de notre temps - peut-être de tous les temps, a déclaré Ursula von der Leyen. Et ceux qui développent et fabriquent la technologie qui sera le fondement de l'économie de demain auront le plus grand avantage concurrentiel. La Suisse ne doit pas rester sur le quai à regarder partir le train.

Gilbert Bapst
Vouvry



¹ Voir ma chronique *America First, sauce démocrate*, dans *Le Confédéré*, 9.12.2022

² *Building a Clean Energy Economy: A Guidebook to the Inflation Reduction Act's Investments in Clean Energy and Climate Action*, Janvier 2023

³ Cité dans *L'Europe prépare sa riposte face au protectionnisme américain*, Florentin Collomp, dans *Le Figaro*, 17 janvier 2023

⁴ *Von der Leyen announces Net-Zero Industry Act to compete with US subsidy spree*, Samuel Stolton, Politico, 17 janvier 2023

Building a Clean Energy Economy: A Guidebook to the Inflation Reduction Act's Investments in Clean Energy and Climate Action, Janvier 2023

Résumé exécutif (extrait, je traduis et je souligne)

Le 16 août 2022, le président Biden a signé la loi sur la réduction de l'inflation, marquant ainsi l'action la plus importante que le Congrès ait prise en matière d'énergie propre et de changement climatique dans l'histoire de la nation. D'un trait de plume, *le président a redéfini le leadership américain* face à la menace existentielle de la crise climatique et a ouvert une nouvelle ère (...).

La loi sur la réduction de l'inflation vise clairement à construire une Amérique meilleure et à concrétiser la vision du président Biden, à savoir que *les États-Unis (...) restent le leader mondial de la technologie, de la fabrication et de l'innovation en matière d'énergie propre*. Les investissements de 370 milliards de dollars de la loi sur la réduction de l'inflation réduiront les coûts énergétiques pour les familles et les petites entreprises, accéléreront les investissements privés dans les solutions d'énergie propre dans chaque secteur de l'économie et dans chaque coin du pays, renforceront les chaînes d'approvisionnement (...) et créeront des emplois bien rémunérés et de nouvelles opportunités économiques pour les travailleurs.

Publicité

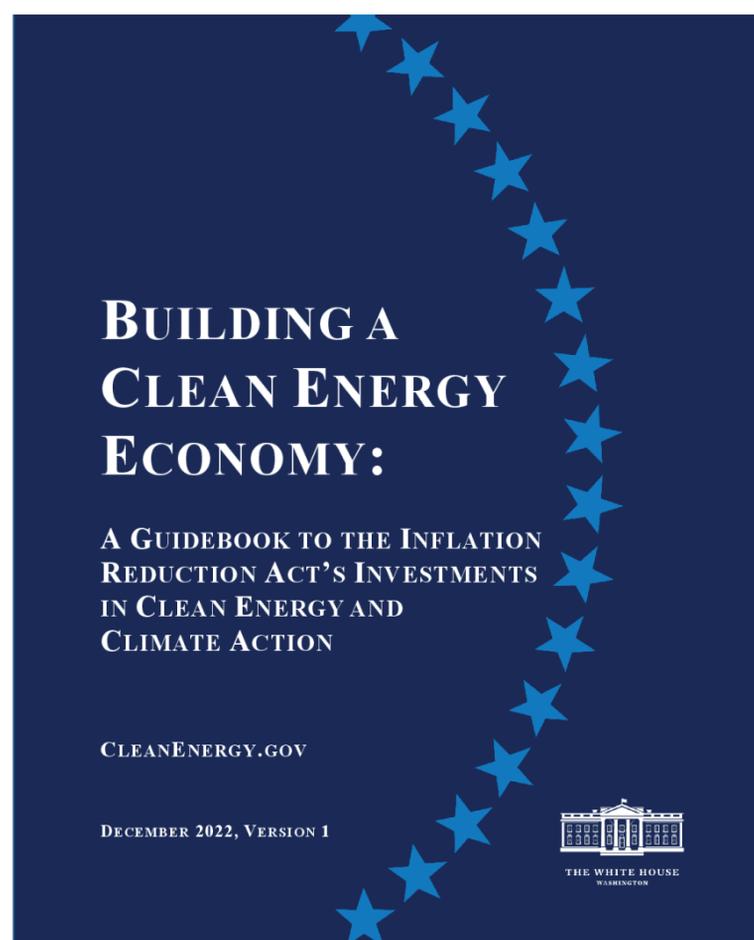
CHOIX UNIQUE SPORT-CHIC

4 POUR 2

camel active

AUSSI SUR RENDEZ-VOUS 079 213 22 66

CRETTAVENTURE.CH
CAMEL ACTIVE VALAIS > RIDDES



Le guide de l'Inflation Reduction Act (voir l'extrait encadré)